

## ACP-UE: mener un développement économique durable pour les communautés locales

- Tourisme et économie bleue, vecteurs de développement si menés de manière durable
- Inquiétudes pour l'état de droit en Mauritanie
- Appel au dialogue en Catalogne et à une transition pacifique au Zimbabwe

### Les députés européens et des pays ACP plaident pour un développement économique durable au bénéfice des communautés locales.

Lors de la 34e session de l'Assemblée parlementaire paritaire (APP) réunissant les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et de l'Union européenne (UE), les députés ont évoqué avec Isabelle Durant, Secrétaire générale adjointe de la CNUCED, les effets négatifs et à court-terme du tourisme de masse. Le **tourisme durable**, respectueux des besoins et traditions des communautés locales, doit être encouragé comme vecteur d'un développement économique potentiellement important dans les pays ACP, ont affirmé les députés.

Le changement climatique augmente la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles, ont noté les membres ACP-UE dans une résolution d'urgence évoquant les dégâts causés en septembre par les ouragans Irma et Maria qui ont ravagé plusieurs îles des Caraïbes. Les membres ont adopté une résolution d'urgence invitant les États les plus exposés à intégrer les stratégies d'adaptation au changement climatique dans leurs politiques de développement durable et l'UE à soutenir ces efforts en intégrant le soutien au développement de la **résilience des populations locales** dans ses programmes et projets.

Enfin, l'exploitation durable et la transformation des **ressources naturelles** devraient être une source de développement économique et social pour les pays ACP et bénéficier aux communautés locales, rappellent les membres. Ils invitent à lutter contre l'exploitation illégale des minerais.

## **Inquiétudes face à la résurgence de pratiques esclavagistes**

Dans la seconde résolution d'urgence, les députés des pays ACP et UE ont aussi décidé d'une délégation ad hoc en Mauritanie chargée d'une mission d'observation auprès de l'ensemble des parties gouvernementales et de la société civile sur le respect continu de l'État de droit, des droits de l'homme et la mise en œuvre effective de la feuille de route pour l'éradication de l'esclavage.

Cette pratique a aussi vivement été dénoncée lors du débat condamnant la situation des migrants et réfugiés en Libye. Une déclaration des co-présidents appelle toutes les instances internationales à fournir l'assistance nécessaire à la protection des migrants et salue la création d'une force opérationnelle conjointe UE-UA-NU pour sauver et protéger les vies de migrants qui subissent l'insécurité et les conséquences de l'inexistence d'un gouvernement central en Libye. Les co-présidents appellent encore à promouvoir les voies légales de migration et à s'attaquer aux causes profondes de la migration irrégulière.

## **Situation institutionnelle en Catalogne et transition pacifique au Zimbabwe**

La Catalogne a fait l'objet d'un débat animé au sein de l'Assemblée. Certains ont critiqué la violence de la réaction du gouvernement espagnol au référendum d'indépendance unilatéral organisé par les instances régionales et appelé l'UE à agir plus clairement pour le respect de la liberté des peuples et des droits humains. Les représentants de la Commission européenne et plusieurs députés européens ont rappelé la nature non-constitutionnelle du référendum tenu, appelé au dialogue et espéré une issue constructive aux élections régionales du 21 décembre soulignant qu'il s'agissait d'une question interne à l'Espagne.

Les députés européens et leurs collègues des ACP ont aussi évoqué le récent changement, après 37 ans, à la tête du Zimbabwe. Les membres ont appelé à une transition pacifique et à la tenue d'élections libres et ouvertes en juillet 2018. Le Parlement européen se penchera sur la question lors de la session plénière de janvier 2018.

**Trois rapports** ont été approuvés lors de la séance de vote mercredi après-midi.

- **L'économie bleue**, source d'activités économiques autour des mers et océans, devrait être durable, tenir compte des préoccupations écologiques (pollution), de la fragilité du milieu marin (surexploitation des ressources, exploration minière), du caractère épuisable des ressources disponibles (contrôle de la surpêche et lutte contre la pêche illégale) et viser à améliorer les moyens de subsistance des communautés côtières ou insulaires, soulignent les membres.
- Il est nécessaire **d'améliorer l'accès aux soins de santé de base et aux médicaments** luttant contre les maladies infectieuses notamment en atténuant le prix des produits brevetés pour les pays à faibles revenus et en luttant contre la contrefaçon. Les membres invitent les États de l'UE et des ACP à investir davantage dans les systèmes de soins de santé pour un déploiement rapide en première ligne en cas d'urgence de santé publique (cholera, paludisme, Ébola, hépatite B) et une amélioration générale de l'accès aux soins.
- **L'interdépendance entre sécurité et développement** dans les politiques UE et ACP est largement reconnue. Le manque de sécurité empêche la réalisation des programmes de développement, les investissements et la création d'emploi alors que le manque de perspectives de développement et la pauvreté nourrissent l'insécurité, le terrorisme. Ces différents aspects devraient être intégrés dans les négociations du post-Cotonou pour augmenter l'impact des instruments européens de soutien à la sécurité et au développement.

### Prochaine Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE

La 35e session de l'APP ACP-UE se tiendra du 18 au 20 juin 2018 dans un des pays de l'Union européenne.

#### En savoir plus

[Ordre du jour et programme de travail finaux de la 34e session](#)

[Article - "Assemblée ACP-UE, Il n'y aura pas de développement sans une paix durable et sans sécurité" \(14.12.2017\)](#)

[Photos et produits audiovisuels gratuits: 34e APP ACP-UE en Haïti](#)

[Note d'information \(30.11.2017\)](#)

[Communiqué de presse - ouverture](#)

[ACP-UE : "Favorisons la capacité de résilience des populations face aux catastrophes naturelles"](#)

[Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE](#)

[Délégation du PE à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE](#)

[Suivre la session à travers le compte Twitter EP Foreign Affairs](#)

## Contacts

---

Delphine COLARD

Attachée de presse

☎ (+32)2 28 43383 (BXL)

☎ (+33) 3 881 64123 (STR)

📱 (+32) 498 98 44 85

✉ [delphine.colard@europarl.europa.eu](mailto:delphine.colard@europarl.europa.eu)

---



La 34e session de l'APP ACP-UE s'est tenue en Haïti du 28 au 21 décembre 2017